

# **Légitimité de l'État et clivages ethniques : le cas du Xinjiang, 1949-1960**

Denise Helly

Volume 8, numéro 1, 1984

L'archéologie du social

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006179ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006179ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

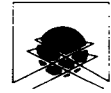
1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Helly, D. (1984). Légitimité de l'État et clivages ethniques : le cas du Xinjiang, 1949-1960. *Anthropologie et Sociétés*, 8(1), 115-146.  
<https://doi.org/10.7202/006179ar>

# LÉGITIMITÉ DE L'ÉTAT ET CLIVAGES ETHNIQUES : le cas du Xinjiang, 1949-1960



Denise Helly

## ▣ Territoire national

En 1949, le Parti Communiste Chinois (P.C.C. ou Parti) jeta les bases du nouvel État chinois et définit le territoire sur lequel ce dernier exercerait sa juridiction. Du fait de son adhésion à l'idéocratie marxiste, il traça les frontières de ce territoire en fonction de l'ingérence des puissances capitalistes en Chine, soit selon celles de l'Empire des Qing en 1840. Cette date correspond à la première intervention britannique dans les provinces méridionales.

L'ingérence des puissances capitalistes fut tenue comme point d'origine car elle rompit l'isolement de l'Empire et surtout induisit une transformation de la société chinoise contre laquelle se construisit le processus révolutionnaire entre 1920 et 1949. La pénétration anglaise, française, allemande, russe puis américaine à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle créa des pôles d'industrialisation entièrement aux mains d'intérêts étrangers ou directement financés par ces derniers et gérés par l'État central. Elle promut aussi des réseaux d'échange internationaux et intérieurs et la formation d'une bourgeoisie *comprador* chinoise. Ces deux formes d'intervention bloquèrent le développement d'une bourgeoisie industrielle<sup>1</sup>. En effet, les capitaux de ces *compradores* provinrent de la classe des propriétaires terriens qui contrôlèrent la bureaucratie impériale jusqu'en 1911, puis l'État républicain dont la déstructuration fut l'histoire de la Chine entre 1911 et 1949. Les rentes retirées par les propriétaires terriens du secteur agricole furent investies dans des activités spéculatrices telles l'import-export et la décomposition de la paysannerie chinoise, amorcée dès le début du XIXe siècle du fait d'une absence de réformes, s'en trouva accélérée. Aussi le P.C.C. considéra-t-il comme fondement primordial de la misère paysanne et de l'assujettissement de la Chine aux puissances capitalistes cette collusion des propriétaires terriens et des intérêts étrangers. La suppression du pouvoir des

<sup>1</sup> Marie-Claire Bergère : *La bourgeoisie chinoise et la révolution de 1911*, Mouton, Paris, 1968.

premiers et la rupture de l'ingérence des seconds furent au nombre de ses premiers buts à atteindre.

De cette interprétation ressort la définition des frontières du nouvel État socialiste car la pénétration capitaliste avait aussi pris la forme d'une tentative permanente de démantèlement territorial de l'Empire, puis de la République. Les exemples à citer sont nombreux et les plus connus sont relatifs à la création d'enclaves étrangères dans l'est de la Chine (concessions) et à l'occupation japonaise. D'autres peut-être moins connus concernent plus directement la question des frontières définies par le Parti et nous les mentionnerons très brièvement.

Depuis la fin du XIXe siècle, la Russie et la Grande-Bretagne s'étaient opposées sur le contrôle du Turkestan Oriental, région de l'Asie centrale frontalière de l'Empire tsariste et dénommée par le Goumindang, Xinjiang. Le conflit portait en fait sur la colonie indienne. La Russie réussit à s'assurer le contrôle du nord-ouest du Xinjiang et, à partir de 1930, fit de cette province une de ses zones d'influence, y imposant sa politique économique et culturelle jusqu'en 1945. La présence anglaise, canadienne et américaine dans le sud-ouest (Yunnan, Guizhou), région limitrophe de la Birmanie, la Thaïlande et la colonie française d'Indochine, pose tout autant problème de par la multiplication des investissements et des établissements financés par ces trois pays. Cette présence se prolongea jusqu'en 1949. Quant au Tibet et à la Mongolie, ils furent durant les années 1930-1949, à l'origine de nombreux incidents entre la Grande-Bretagne et les autorités chinoises pour le premier et d'affrontements entre l'URSS, les États-Unis et le Japon pour la seconde.

L'ensemble de ces régions, Tibet, Mongolie, Xinjiang, sud-ouest chinois, se trouvait situé à la périphérie de la zone d'implantation de la société agraire han<sup>2</sup>, soit la Chine du centre, du sud et de l'est actuelle. Toute cession ou perte de ces territoires pouvait être envisagée comme une menace militaire, politique et économique de la zone han. Le P.C.C. décida de leur insertion dans le territoire national. Cette explication présentée en 1949 n'est cependant pas complète car la décision du Parti sur la question des frontières du nouvel État fut prise en 1935 sous la pression d'événements que nous allons résumer. L'ensemble des territoires périphériques mentionnés était peuplé de populations non-han, situation problématique comme nous allons le voir.

La position du Parti sur la question du statut des non-Han dans la future société socialiste évolua depuis sa fondation en 1921 jusqu'à 1935. En 1922, le Tibet, la Mongolie et le Turkestan Oriental se virent reconnaître le droit à former des États autonomes (*bang*) rattachés à la Chine han selon un principe fédéral. La raison invoquée pour ce statut particulier fut la différence

<sup>2</sup> Han : nom commun ou adjectif désignant les populations appartenant à la civilisation agraire et confucéenne, établies dans le centre, le sud et l'est de la Chine actuelle.

des modes de vie des Han et des populations de ces trois régions et aussi l'impossibilité du régime d'alors (gouvernement du Guomindang, dit encore nationaliste) de réaliser l'unification de la Chine<sup>3</sup>. Le choix d'un système fédéral par le gouvernement soviétique ne fut pas étranger à la position du P.C.C. Une résolution adoptée lors du troisième congrès du Parti en 1923 se lit ainsi :

Les territoires du Tibet, de la Mongolie, du Xinjiang et du Qinghai<sup>4</sup> devront toujours constituer des parties de la Chine, mais ils peuvent exercer leur droit à l'auto-détermination *nationale*<sup>5</sup> (souligné par nous).

Suivant cette ligne, le Parti appuya les revendications du Parti Révolutionnaire Mongol, lequel tenta en 1922 d'instaurer une République indépendante de Mongolie Extérieure avec l'aide soviétique. Devant l'attitude du gouvernement nationaliste qui nia toute légitimité à ce mouvement et envoya une expédition militaire, un membre du Parti écrivit en 1924 :

Ce serait antagoniser le peuple mongol que d'insister sur l'intégrité territoriale de la Chine et de vouloir faire de la Mongolie Extérieure une partie du pays. Aussi, nous proposons qu'un front révolutionnaire national soit formé afin de combattre l'oppression des Seigneurs de guerre et d'appuyer la création d'une République Unifiée établie volontairement par les Han et les Mongols après le triomphe de la révolution nationale<sup>6</sup>.

L'ambiguïté du Parti sur la question du statut des non-Han apparaît : reconnaître leur spécificité 'culturelle' et leur droit à l'auto-détermination, viser leur intégration dans le territoire de la future république fédérale chinoise. Il est à préciser que les groupes non-han concernés par ces déclarations ne les entérinèrent jamais et pour certains les refusèrent ouvertement comme dans le cas des Turcs du Xinjiang, qui se dénommaient ainsi en référence à leur origine.

En 1928, lors du sixième congrès, puis en 1931 et 1934, le droit des principaux groupes non-han à développer leurs cultures et à créer des États indépendants fut réaffirmé. Aux deux derniers congrès, la liste de ces groupes s'allongea; les Miao (sud-ouest) et les Coréens (Mandchourie) furent inclus.

Divers événements survenus entre 1927 et 1935 allaient progressivement rendre le Parti plus prudent sur le statut des non-Han dans la future république et du même coup plus autoritaire. L'idée fédérale fut abandonnée, elle n'avait d'autre effet qu'encourager la tendance sécessionniste de certains

<sup>3</sup> C. Martin Wilbur : *The Communist Movement in China*, Columbia University Press, New York, 1960: 122.

<sup>4</sup> Province limitrophe à l'est du Xinjiang, peuplée de Tibétains.

<sup>5</sup> Lee Fu-hsiang (Li Fuxiang) : *The Turkic-Moslem Problem in Sinkiang: A Case Study of the Chinese Communists' Nationality Policy*. Thèse de doctorat, State University of New Jersey, 1973: 82.

<sup>6</sup> Chun Yen (Zhun Yan), « À propos de la politique coloniale proposée par le *Shi shi xin bao* », *Xiang Dao*, Vol. 2, No 57, Shanghai, 19 mars 1924: 454.

groupes non-han parmi les plus nombreux démographiquement et territorialisés.

Entre 1925 et 1927, une partie de la population zhuang<sup>7</sup> se rebella contre le gouvernement nationaliste. En 1929 le Parti délégua au Guangxi, zone d'habitat zhuang, trois régiments et certains de ses membres influents (dont Deng Xiaoping), et favorisa la création de soviets (Bose, Longzhou). Durant les mois qui suivirent l'arrivée de ces cadres communistes, la participation des chefs insurgés et des troupes zhuang se réduisit. En 1930, sous la poussée des armées nationalistes, les troupes communistes durent se replier sur la base du Jiangxi et les Zhuang se trouvèrent seuls face à la répression du Guomindang qui anéantit leur résistance en quelques mois<sup>8</sup>.

Dès 1931, un autre mouvement de contestation de l'autorité du Guomindang s'organisa au Xinjiang où des révoltes uygures se succédèrent durant plus de trois ans dans les régions du sud (Hetian), de l'ouest (Kashgar) et de Hami. L'intervention d'un général hui et de ses suivants favorisa le succès de la rébellion jusqu'en 1933, date d'entrée de troupes soviétiques dans le nord de la province. Les Uygurs cependant affirmèrent leur volonté de sécession et fondèrent une république d'obédience islamique à Kashgar. Suite à de nombreuses transactions entre généraux et politiciens hui et han de la province, la république fut écrasée sept mois après sa fondation. Le P.C.C. ne put qu'observer la situation, ne disposant d'aucune troupe et d'aucun corps de cadres au Xinjiang. Il ne put aussi qu'enregistrer la déclaration de la république uygure, désignant tous les Han, quelle que soit leur obédience politique, comme ses ennemis premiers.

Alors même que s'achevait cet épisode mettant une nouvelle fois en lumière l'hostilité des non-Han aux Han, les troupes communistes durent battre en retraite de leur base du Jiangxi vers des régions mieux protégées des attaques des armées nationalistes. Lors d'une conférence élargie du Bureau Politique, Mao Zedong, nommé à cette occasion président du Comité Central, gagna la décision du choix du lieu d'établissement du futur soviet, le Shaanxi dans le nord de la Chine<sup>9</sup>.

Pour gagner le Shaanxi, tout en échappant aux troupes du Guomindang, les trois corps d'armée communistes qui participèrent à cet épisode, dénommé depuis la Longue Marche, durent traverser nombre de régions peuplées de non-Han : Guizhou, Yunnan, Tibet, Ningxia et Gansu<sup>10</sup>. Les Yi,

<sup>7</sup> Population non-han la plus nombreuse de Chine, dont une partie est sinisée.

<sup>8</sup> Diana Lary : *Region and Nation, The Kwangsi Clique in Chinese Politics, 1925-1937*, Cambridge University Press, Londres, 1975: 102-108.

<sup>9</sup> Un groupe s'opposa à ce choix de Mao et de ses partisans. Il favorisait le Xinjiang comme lieu d'établissement du soviet sous l'influence, semble-t-il, des Soviétiques qui contrôlaient cette province.

<sup>10</sup> Ningxia, province limitrophe à l'ouest de la Mongolie Intérieure actuelle, était peuplée de Hui, population d'origine arabe et de confession musulmane racialement assimilée aux Han. Gansu, province limitrophe au sud-est du Xinjiang, était peuplée de Hui et de Tibétains.

les Tibétains et les Hui réservèrent un accueil peu enthousiaste aux soldats révolutionnaires selon les récits de témoins<sup>11</sup>.

Ce fut durant cette expérience que fut publiée une nouvelle déclaration du Parti en août 1935 qui ne mentionna plus le droit à l'auto-détermination des non-Han mais affirma l'égalité de tous les groupes culturels peuplant la Chine, définie comme le territoire de l'Empire en 1840. Certes, d'autres facteurs intervinrent dans le revirement du Parti tels l'annexion de la Mandchourie et du Jehol par le Japon en 1931, la création d'un gouvernement autonome en Mongolie Intérieure sous l'impulsion du Japon et la situation socio-politique en Chine han. L'ensemble des faits mentionnés jusque-là montrent que l'ingérence étrangère et l'hostilité des non-Han cumulèrent leurs effets pour porter le Comité Central du Parti à rechercher l'insertion des territoires dits périphériques dans l'espace national selon une formule plus centralisatrice que celle avancée en URSS.

#### ▣ Shaoshu minzu : nationalités minoritaires

En 1949, l'inclusion des régions non-han pose de nombreux problèmes pratiques. Ils apparurent au gouvernement comme étant les suivants. Les régions en cause représentaient plus de la moitié du territoire national, se trouvaient éloignées des centres de décision et des pôles de développement de la Chine de l'est, sous-développées en termes d'infrastructures et d'implantation industrielle et agricole et peuplées de groupes peu connus hostiles aux Han avec lesquels ils n'avaient connu que peu de liens, que ce soit avant 1920 ou entre 1920 et 1949. Les groupes les plus visibles<sup>12</sup> détenaient des écritures et des langues spécifiques et n'avaient aucune connaissance de la langue officielle, le mandarin que, seules parfois, leurs élites pratiquaient. Quant aux groupes les moins connus, ils ne détenaient en général aucun système d'écriture et ne comprenaient pas plus le mandarin<sup>13</sup>.

La question de la spécificité des non-Han se révéla en fait encore plus complexe car leur particularité n'était pas uniquement linguistique mais tout autant socio-politique et religieuse. Les Turcs étaient de confession musulmane ainsi que les Hui établis aux Ningxia, Gansu et Yunnan ou disséminés dans les grandes villes de l'est du pays. Nombre de groupes du Yunnan pratiquaient le bouddhisme hinayana et les Tibétains, Mongols et Daur<sup>14</sup>, celui dit lamaïste. Des groupes étaient animistes, d'autres avaient connu l'action de missions chrétiennes comme dans le sud-ouest. D'autre part, les modes d'organisation sociale des non-Han pouvaient être tribaux,

<sup>11</sup> Edgar Snow : *Red Star Over China*, Grove Press, New York, 1938: 350. Témoignage de l'épouse de Zhu De, rapporté par Nym Wales, *Red Dust*, Stanford University Press, Stanford, 1952: 75.

<sup>12</sup> Mongols, Uygurs, Kazakh, Kirghiz, Tibétains, Jingpo (Katchin) sis à la frontière de la Birmanie, Dai (Thai) sis aux frontières de la Birmanie et du Laos actuel.

<sup>13</sup> Soit 32 des 55 groupes reconnus en 1983.

<sup>14</sup> Daur, ou Daghör, ou Dahouse en terminologie occidentale, sis en Mongolie Intérieure, au Xinjiang et au Heilongjiang.

étatiques, lignagers ou ne présentaient aucune formalisation de rapports de pouvoir.

Ces divers problèmes concernaient les modalités et coûts de la transformation socio-économique des groupes non-han à laquelle l'idéologie du nouvel État l'astreignait. Du fait des particularités de ceux-ci et de l'inexistence de partisans du P.C.C. en leur sein (les Mongols exceptés), cette transformation s'annonçait quelque peu difficile, sinon compromise. Par exemple, toute campagne de divulgation des thèmes idéologiques du Parti se révélait problématique du fait de la diversité linguistique. Dans ce cas précis, deux solutions pouvaient être envisagées mais une seule s'avérait réalisable. Les non-Han pouvaient être instruits de la langue han de manière accélérée mais les difficultés de l'apprentissage de cette langue et le manque d'enseignants rendaient ce projet impraticable. Le respect des langues locales ne correspondait pas à une volonté politique non-assimilatrice mais plutôt à une contrainte pratique. Le gouvernement se devait donc de reconnaître les langues locales, les doter d'un système d'écriture quand nécessaire, tout en encourageant l'enseignement du mandarin. La mise en œuvre des réformes sociales faisait tout autant problème : suivant quels critères sociologiques définir les groupes et leurs composantes afin d'éliminer les classes exploiteuses ? Une définition sociologique des populations non-han apparaissait nécessaire comme cela avait été le cas pour la société han, dite semi-capitaliste et semi-féodale. Tel était le problème théorique et politique posé aux idéologues du Parti dont la réflexion sur le sujet fut particulièrement féconde durant les années 1950 alors que l'État tentait d'assurer son contrôle des territoires périphériques. Cette réflexion se fit suivant les critères de la théorie marxiste telle qu'appliquée par le P.C.C. et sous la pression et la résistance des non-Han.

L'hostilité des non-Han et leur différenciation socio-culturelle furent rapportées à trois faits : l'exploitation infligée par les précédents régimes réactionnaires, le chauvinisme culturel de ces derniers et la présence de structures de classe au sein des populations non-han. Les dangers des nationalismes locaux furent aussi mentionnés dès les années 1949-50 mais jamais avec la virulence que nous verrons à l'œuvre entre 1957 et 1960. Il fut surtout affirmé que les classes dominantes avaient permis et favorisé l'action des précédents régimes, s'étant posées comme intermédiaires et ayant bloqué tout développement des forces productives, des mentalités et des relations avec les populations han. Les non-Han apparurent comme divisés en ensembles spécifiques détenant leur propre structure de classe, comme des sociétés classées suivant la terminologie des modes de production. Ce critère de base porta le gouvernement à ne s'intéresser et à ne reconnaître jusqu'en 1957 que les groupes pouvant aisément être définis suivant cette ligne. Furent ainsi reconnus les Tibétains, les Uygurs (féodalisme), les Yi (esclavage), les Miao (dits semi-féodaux), les Zhuang, Coréens, Mandchous, Hui inclus dans le système semi-féodal et semi-capitaliste han. L'État dut cependant reconnaître d'autres groupes très visibles et connus de l'historiographie chinoise tels les pasteurs nomades (Kazakh, Kirghiz,

Tadjik, Mongols) dont les modes d'organisation sociale posaient problème. Comment repérer de réelles divisions de classe au sein de sociétés tribales ? Du fait de l'indécision des idéologues du Parti sur cette question, les pasteurs nomades se virent exemptés de l'application de la réforme agraire, aucun clivage de classe ne pouvant être utilisé pour justifier la redistribution des troupeaux. La raison officielle invoquée fut celle de l'expérience soviétique à la faveur de laquelle les pasteurs nomades d'Asie centrale avaient préféré détruire leur cheptel plutôt que de le voir approprié par des femmes d'État. L'argumentation était quelque peu lâche car la réforme agraire ne s'apparentait en rien à la collectivisation.

Deux autres difficultés attendaient le gouvernement. Dès 1950 ce dernier demanda aux non-Han de s'identifier auprès de lui et de justifier leur éventuelle demande de reconnaissance comme groupes spécifiques. Parallèlement, il lança une multitude d'enquêtes-terrains afin de vérifier les arguments des groupes se présentant comme des entités socio-culturelles. En 1955, 400 groupes étaient enregistrés dont plus de 260 pour le Yunnan et, de manière générale, l'ensemble du sud-ouest<sup>15</sup>, région peu connue et parcourue par les ethnologues chinois avant 1949. Deux problèmes apparaissaient. Premièrement, certains groupes ne comportaient pas de structure de classe. Comment pouvaient-ils être classés autrement que suivant des critères linguistiques, raciaux ou encore géographiques ? Deuxièmement, l'appartenance à un même mode de production ne faisait pas sens pour nombre de groupes du sud-ouest. Fei Xiaotong qui se trouva aux prises avec cette question de définition cita les cas apparus. Un groupe pouvait être inclus dans un mode de production mais refuser d'être assimilé au groupe qui l'avait dominé avant 1949. Il pouvait encore développer une même forme d'organisation que d'autres groupes voisins et ne pas vouloir leur être amalgamé. Les raisons invoquées furent le plus souvent une différence linguistique ou de coutumes. Fei Xiaotong mentionna encore les cas de groupes ayant migré hors de la zone d'habitat de leur dite « nationalité-mère » et refusant de lui être incorporés en portant le même nom. Il y eut aussi les cas de populations han s'étant établies au sein de populations non-han et se définissant comme groupes particuliers<sup>16</sup>.

Ainsi, peu à peu et du fait de la pression des non-Han, le gouvernement élargit le nombre de critères permettant de définir un groupe. Fei<sup>17</sup> détermina par des études de cas lesquels furent adoptés : mode de production, appartenance linguistique, histoire des migrations et du métissage biologique, évolution économique, politique et religieuse. Ces études de cas exigèrent du personnel désigné pour ces recherches<sup>18</sup> de reconstituer parfois

<sup>15</sup> Fei Xiaotong : « L'identification ethnique en Chine », *Cahiers du Centre d'études de l'Asie de l'Est* no 2, Université de Montréal, 1981 : 15-29.

<sup>16</sup> *Idem.*

<sup>17</sup> *Idem.*

<sup>18</sup> Ces spécialistes ne furent jamais dénommés ethnologues ou sociologues, bien que nombre d'entre eux l'aient été, les noms de ces deux disciplines ayant été bannis dès 1950 et leurs champs d'intérêt et méthodes ostracisés comme 'bourgeois'.



l'histoire d'un groupe et d'une région sur plusieurs siècles comme dans le cas des Miao fragmentés en groupes géographiques dispersés.

L'examen rapide que nous venons de faire des difficultés concrètes et théoriques, auxquelles fut confronté le Parti sur la question des non-Han, nous permet de retracer comment se constitua le concept de nationalité minoritaire (*shaoshu minzu*) en Chine communiste (*min* équivaut à peuple, *zu* à parenté, race, *minzu* à peuple, nation, race, *shaoshu* signifiant peu nombreux, de faible importance). Il est certes vrai qu'il fut utilisé dès la période de Yan'an durant laquelle le Parti, dans sa nouvelle base du Shaanxi, promut une politique de réforme sociale et de liberté culturelle pour les non-Han de la région, particulièrement des Hui et des Mongols, mais il ne fut jamais autant théorisé qu'à partir de 1949. Ce concept qui acquit au fil des années 1950 une connotation de plus en plus culturaliste, permit la définition de 55 groupes jusqu'à nos jours. Fei a cependant tenu à préciser que des cas problématiques demeuraient, particulièrement au sein de populations du Tibet<sup>19</sup>. La liste reste donc ouverte.

L'État chinois et le P.C.C. reconnurent la diversité socio-culturelle de la Chine et tinrent compte de faits peu explicités dans la théorie marxiste d'alors tels les modalités de reproduction particulières de sociétés développant un même mode de production : société féodale bouddhiste du Tibet, société féodale musulmane uygure au Xinjiang. Ils adoptèrent cette position pour les raisons mentionnées précédemment et aussi devant l'impossibilité du nouveau gouvernement de détruire brutalement les idéologies des groupes les plus organisés et territorialisés (Turcs du Xinjiang, Mongols et Tibétains). Liu Shaoqi exprima clairement la menace envisagée :

À propos de l'élimination des classes exploiteuses de la Chine, la méthode du Front Uni, c'est-à-dire de la transition pacifique doit être la principale méthode... Si nous devons voir les classes dirigeantes des nationalités rompre avec nous, nous nous trouverions face à de sérieux problèmes...<sup>20</sup>.

Depuis 1935, le Parti militait en effet en faveur de la constitution d'un Front National regroupant toutes les forces progressistes de la Chine afin de contrer l'ingérence japonaise et la révolution chinoise se déroula dans le contexte d'une réappropriation d'un territoire national. Cette analyse de la situation socio-politique chinoise<sup>21</sup> fut maintenue jusqu'en 1956 au nom de l'hostilité des puissances capitalistes et permit de considérer les classes exploitées et exploiteuses non-han comme de potentiels alliés du fait de leur oppression par l'impérialisme avant 1949. Ainsi les particularismes non-han purent-ils être reconnus bien que dits produits par l'exploitation des classes dirigeantes.

<sup>19</sup> Fei 1981: 25-26.

<sup>20</sup> Speech at the National Conference on United Front work, 1953, *Survey of China Mainland Magazine* No 645: 19.

<sup>21</sup> Nous avons présenté les fondements de cette analyse dans notre premier rapport de recherche sur la question ethnique en Chine, *Cahiers du Centre d'études de l'Asie de l'est* No 2, Université de Montréal, 1981.

Mais quels que fussent les arguments politiques avancés, cette reconnaissance ne pouvait que poser question à un État visant une société socialiste de culture homogène et pour lequel toute manifestation religieuse était un fait sociologique à annihiler. Afin d'assurer la légitimité de leur projet, le Parti et le gouvernement se trouvèrent à affirmer que les particularités culturelles constituaient autant d'archaïsmes, de reliquats d'autres régimes et époques que la transformation des rapports de production rendrait peu à peu caduques, inopérantes. Elles étaient maintenues et respectées durant la période de transition vers des formes collectivistes de production pour être ensuite vouées à disparaître, une nouvelle société sans clivage de classe et de culture se construisant.

Cette thèse du caractère fondamentalement inégalitaire de la plupart des sociétés non-han qui appelait des réformes radicales et de l'aspect archaïque des mentalités et coutumes se trouva tout autant appliquée à la société han. Pratiques claniques, bouddhistes, animistes et cultes liés au confucianisme furent qualifiés de réminiscences d'autres systèmes voués à disparaître.

Telle fut la thèse du P.C.C. et de l'équipe dirigeante durant les années 1950. Nous allons voir comment le gouvernement l'appliqua et se heurta à des écueils imprévus, puis à la faveur des situations auxquelles il fut confronté, nous pourrions reconstituer la dynamique explosive qu'il mit en action sans jamais pouvoir la nommer sous peine de compromettre sa légitimité.

## ▣ La Politique des Nationalités

### ◆ Principes généraux

Lors de son intervention dans les zones de nationalités, le gouvernement visa à :

- réduire les différences de développement entre ces régimes et les régions han afin de répondre à son projet égalitaire et plus pratiquement de réduire le coût de leur gestion;
- rendre possible l'action des diverses instances gouvernementales centrales et régionales en haussant le niveau de scolarisation, en ouvrant des canaux de communication avec les populations locales et en créant un corps de cadres, techniciens et gestionnaires non-han adhérant au Parti ou à ses principes;
- réaliser les mêmes réformes sociales qu'en pays han.

Les mesures de base et principes adoptés pour mettre en œuvre ces trois volets d'intervention sont généralement dénommés Politique des Nationalités. Ils furent inscrits dans quelques textes promulgués essentiellement entre 1949 et 1954 et qui demeurent encore en vigueur.

En septembre 1949, le P.C.C. convoqua à Pékin une assemblée faisant office de constituante, laquelle définit les lois fondamentales du nouveau régime. Cette Conférence Consultative du Peuple Chinois adopta le Programme Commun, constitution provisoire de la Chine jusqu'en 1954. Pour le sujet qui nous intéresse, les faits à retenir sont les suivants.

Fut créée une Commission des Nationalités dont les tâches se trouvèrent spécifiées par le Comité Central. Chacune d'entre elles renvoyait à un principe d'action du Parti dans les zones de nationalités : mettre en œuvre des programmes de développement économique (construction nationale), renforcer la solidarité inter-ethnique, former des cadres et veiller à l'éducation des non-Han (unité nationale), superviser l'application du système d'autonomie régionale encore en voie d'élaboration (centralisme démocratique). Cette Commission se vit nantie de plusieurs départements, les uns à vocation spécifique (Finances, Législation, Éducation, Culture), les autres à vocation régionale<sup>22</sup>. Chacun de ces départements relevait directement de l'autorité de la Commission Nationale et contrôlait des sous-développements locaux. Cette Commission, enfin, devait rendre compte pour approbation de toutes ses décisions au Conseil d'État. Fut ainsi institué un véritable ministère des affaires des nationalités placé sous la tutelle directe d'une des plus hautes instances gouvernementales et appelé à contrôler l'ensemble des mesures appliquées en région non-han. Il disposait de son propre budget et avait juridiction dans tous les domaines. Ses dirigeants furent à la fois des hommes politiques han et non-han. Nous devons préciser que cette organisation demeure encore active actuellement; évidemment ses objectifs ont changé au fil des années, suivant en cela les luttes sociales et débats survenus en Chine de 1950 à nos jours.

Le deuxième fait qui nous intéresse fut la création d'un système d'autonomie régionale à l'origine de gouvernements locaux dans les régions non-han. Le chapitre VI du Programme Commun fut consacré aux nationalités minoritaires dont l'égalité politique avec les Han fut reconnue et les droits de liberté religieuse et culturelle inscrits. Ce texte annonça le système d'autonomie régionale qui fut précisé par la promulgation du Programme pour la réalisation de l'autonomie régionale le 9 août 1954. Le principe de l'autonomie locale avait de fait été admis dès la période de Yan'an.

Des zones dites d'administration autonome pouvaient être fondées dans trois cas, soit chaque fois

- qu'un groupe connaissait une forme d'habitat concentré dans une région,
- qu'un groupe se trouvait rassemblé et majoritaire démographiquement dans une région où d'autres groupes étaient établis,

---

<sup>22</sup> Tibet, Yunnan, Guangdong, Sichuan, Guizhou, Qinghai, Guangxi, Gansu, Hubei.

- que deux groupes d'importance démographique similaire habitaient une même région.

Ces zones comportaient trois échelles suivant la division administrative en cours en pays han qui tenait compte à la fois du nombre de résidents et des liens établis entre certains villages ou villes dans la sphère des échanges et de la production. Des zones autonomes pouvaient ainsi être fondées à l'échelle de comté (*xian*), de district (*zhou*) et de région (*qu*), division qui correspondait à une province le plus souvent.

Que signifiait cette classification encore en vigueur ? Elle renvoyait à la question de savoir quel groupe détiendrait le contrôle du gouvernement local d'échelle supérieure (*qu*) selon une décision prise par le gouvernement central de Pékin. Un tel groupe se voyait sur-représenté dans tous les organes du gouvernement local et assuré donc d'une plus grande mobilité dans les postes administratifs. Un exemple clarifiera les situations créées, rappelons-le, directement par le gouvernement central. Au Xinjiang, les Uygurs se trouvèrent désignés comme la nationalité majoritaire de la province, transformée de ce fait en Région Autonome Uygure. Ils furent assurés d'une sur-représentation au sein de l'ensemble des organes de gouvernement de cette région et ce statut leur permettait de contester ou d'entériner les décisions prises par des gouvernements d'échelon inférieur tels que ceux des districts autonomes hazakh, mongol et kirghiz. Le Programme Commun précisa en effet que tout gouvernement d'une zone autonome était placé sous l'autorité du gouvernement de rang supérieur et du gouvernement central, chacune de ses décisions devant être transmise au Conseil d'État pour enregistrement. Une hiérarchie de paliers de gouvernement était établie selon la ligne suivante : comté, district, région, État central. Elle était justifiée par le centralisme démocratique qui s'appuyait sur deux principes : représentativité de tout organe de gouvernement par son élection à la base (démocratie), dictature du prolétariat (centralisme). La fondation des zones autonomes en pays non-han donna lieu à partir de 1952 à des élections à l'échelle de chaque division administrative mentionnée et durant les années 1955-56, la majorité des nationalités reconnues officiellement (soit 28 sur 40) se trouva intégrée au système de l'autonomie régionale.

Quelles furent les sphères de juridiction des gouvernements des zones autonomes telles que définies par Pékin ? Le Programme Commun les exposa :

- gérer les affaires intérieures de la zone en cause ainsi que ses finances locales classifiées comme étant les taxes sur les timbres, les spectacles, l'abattage des animaux, les véhicules, les biens immobiliers, une partie des bénéfices des entreprises d'État et la totalité de ceux des entreprises locales;
- former et employer des cadres issus des nationalités résidant dans la zone, utiliser et développer les langues et cultures de ces dernières;

- créer des institutions scolaires et des services médicaux;
- organiser les forces de sécurité publique opérant sur son territoire.

À l'exception de deux caractéristiques (promotion des cultures locales et formation de cadres natifs, classification par Pékin d'un plus grand nombre de revenus comme locaux), les gouvernements des zones autonomes fonctionnèrent comme leurs équivalents en pays han : conseils et assemblées de comtés, districts et provinces.

Une précision importante doit être apportée concernant la formation des cadres natifs qui pouvaient être des techniciens, des enseignants, des administrateurs ou encore des cadres politiques. Cette tâche dévolue aux gouvernements des zones autonomes était difficile à remplir faute de moyens financiers et humains. Des écoles primaires, secondaires et du soir pour l'éducation des adultes furent ouvertes mais la formation de cadres détenant une éducation supérieure demeura de fait le privilège des organes du gouvernement central. Sous l'égide du Ministère de l'Éducation et des Commissions nationale et régionales des Nationalités, furent fondées des Académies des Nationalités (*Shaoshi minzu xueyuan*)<sup>23</sup>. Ces institutions dont la plus importante se trouva (et demeure) à Pékin, recevant les meilleurs élèves, furent commises à la formation d'éléments sélectionnés suivant leur capacité intellectuelle, leurs liens avec les populations locales et leur adhésion aux thèses du Parti. Plusieurs types de formation pouvaient y être acquis : techniques agricoles et industrielles, administration, enseignement, traduction, étude des cultures locales (histoire, linguistique, folklore, littérature). Du fait de la présence du dernier thème, les Académies des Nationalités comportèrent des équipes de recherche sur les nationalités. L'ensemble de ces futurs cadres recevait une formation politique (théorie marxiste, histoire des partis communistes soviétique et chinois) et devait apprendre la langue han. Vu le faible nombre de candidats issus des nationalités, on compta toujours au sein de cette population de cadres supérieurs nombre d'individus d'origine han, ayant accepté d'apprendre une langue non-han et d'exercer leurs activités en pays non-han.

Nous pouvons encore apporter une précision concernant l'exercice de la recherche ethnologique sur les non-Han. Tout cadre ou individu intéressé par les cultures locales minoritaires pouvait gagner les Instituts de recherche sur les nationalités (*Shaoshu minzu yanjiu suo*) rattachés directement à l'Académie des Sciences Sociales de Chine et comportant plusieurs sections (histoire, linguistique, littérature et tradition orale)<sup>24</sup>. Ils pouvaient aussi gagner les équipes de recherche des Commissions des Nationalités s'ils étaient formés à traiter de questions administratives, politiques et économiques en régions non-han.

<sup>23</sup> Lhasa, Nanning, Wuhan, Pékin, Lanzhou, Chengdu, Guiyang, Kunming, Xining sont les villes où l'on trouve actuellement de telles Académies (1983).

<sup>24</sup> Les Instituts de recherche sur les nationalités sont établis actuellement à Pékin, Urumqi, Changsha et Guiyang entre autres.

L'examen des principes généraux de la Politique des Nationalités nous permet de voir les multiples réseaux mis en place par Pékin afin d'assurer l'insertion des régions non-han dans le territoire national. Nous pouvons constater que deux canaux de pouvoir furent établis, l'un local, assujéti à l'État central, l'autre émanant directement de Pékin. Le pouvoir exercé au travers de ce dernier canal peut être reconstitué à partir des juridictions non allouées aux gouvernements des zones autonomes : organisation du Parti, contrôle militaire des frontières et du territoire national, monopole du commerce extérieur et intérieur, fixation des prix agricoles et industriels, détermination du volume et de la nature des investissements d'importance, utiles au développement d'une région. Comme nous l'avons vu, les zones autonomes, particulièrement celles d'échelon inférieur, ne détenaient que de faibles sources de revenus<sup>25</sup>. Nous savons par exemple que plus de la moitié des budgets alloués au développement économique et social des régions non-han entre 1949 et 1960 provint de Pékin. D'autre part, un des pouvoirs spécifiques des gouvernements locaux non-han était la promotion des cultures et cadres locaux, mais l'élite des futurs cadres dirigeants et les recherches sur ces cultures étaient sous le contrôle d'organismes fortement centralisés : Ministère de l'Éducation, Commission des Nationalités, Académie des Sciences Sociales. Aussi le premier canal de pouvoir apparaît-il tenu et ne concernant, comme l'indiqua clairement le Programme Commun dès 1949, que la gestion des affaires locales avec des revenus locaux. Le gouvernement central suivait à la lettre sa thèse de la transformation des régions de nationalités : développement économique et social sous l'égide de Pékin, création d'une élite adhérant aux thèses du Parti et permettant la divulgation et la légitimation des visées de l'État; respect des cultures et modes d'organisation locaux furent peu à peu détachés des pôles-moteurs du développement.

Nous allons voir dans un cas concret comment ce double mouvement de la Politique des Nationalités opéra entre 1949 et 1960.

#### ◆ Les Uygurs du Xinjiang : 1949-1960

En 1949, la population de la province comprenait 90% de non-Han. Des treize groupes ethniques connus, les Uygurs composaient le plus nombreux, évalué à 3 400 000 personnes, soit 75% de la population provinciale. Venaient ensuite les Kazakh (9%), les Han (6%), les Hui (4%) et en pourcentage décroissant, les Kirghiz, les Tadjik, les Mongols, les Mandchous, les Russes, les Xibo et les Sala.

<sup>25</sup> Avec l'implantation du système de responsabilité, qui reconnaît les unités de production familiale et octroie en usufruit les terres des communes aux paysans, ces sources de revenus ont changé depuis 1981.

Nous ne présenterons que de manière sommaire les données ethnographiques concernant le groupe uygur et les faits survenus entre 1949 et 1960<sup>26</sup>. De confession sunnite, les Uygurs parlaient une langue dite turque et utilisaient les alphabets arabe et cyrillique, ce dernier ayant été introduit par les Soviétiques dans les années 1930. En 1949, ils composaient une société féodale concentrée géographiquement dans les oasis du sud de la province et en Dzoungarie. Les propriétaires terriens formaient une caste endogame peu nombreuse (moins de 8% de la population) qui détenait le contrôle des terres (80% des superficies), des eaux d'irrigation et des instruments de production. Au sein de ce groupe, étaient recrutés les hauts dignitaires du 'clergé' islamique et à la faveur de la politique soviétique des années 1930-40, des responsables de l'administration provinciale.

Les propriétaires terriens qui se dénommaient *khoja* (*hejia* en transcription mandarine) possédaient de vastes domaines couvrant, suivant les données d'une enquête réalisé en 1950<sup>27</sup>, de 100 à 300 hectares. Ces domaines étaient gérés par des intendants, hommes libres issus du monde des serfs. Ces derniers recevaient en usufruit les lopins de terre, les cultivaient pour leur propre subsistance, grâce au travail annuel d'un ou deux membres de leur famille contre une faible rémunération en nature. Existaient de fait quatre catégories de serfs, définies suivant l'importance de la main-d'œuvre de chaque unité familiale. Les lots pouvaient ainsi varier de 0,3 à 2,6 hectares. Cependant, seulement de un cinquième à un tiers des terres des domaines étaient distribué aux serfs, la majeure partie de ceux-ci demeurait directement géré par les intendants grâce aux redevances en travail de la main-d'œuvre servie<sup>28</sup>. D'autre part, des 20% de terres restants dans le cas des communautés villageoises étudiées en 1950, 8% appartenaient à des paysans libres et le reste aux communautés religieuses (12%).

Le 'clergé' islamique levait diverses catégories de taxes, répartissait les eaux d'irrigation entre les familles nobles (*khoja*), assurait la marche des tribunaux et dirigeait les institutions scolaires. Il incarnait un des deux modes d'unité régionale existant entre les communautés villageoises établies à l'échelle des oasis et dont les membres (serfs et paysans) se définissaient en 1949 suivant le nom de ces dernières (*Khotan-lik*, *Kumul-lik*, termes uygurs). L'autre mode d'unité était celui liant les familles de propriétaires terriens. Ceux-ci se considéraient les descendants du Prophète au travers d'un théologien arrivé à Kashgar au XVe siècle, auquel le Khan turc contrôlant la région, avait octroyé des concessions de terres. Ainsi naquit le

<sup>26</sup> Ces données et faits ont été présentés avec plus de précision dans un article à paraître dans la *Revue Française d'Études Chinoises*, Paris, 1984.

<sup>27</sup> Xinjiang diaocha zu, « Xinjiang Weiwuerzu Xiaheleke xiang minzhu gaige yiqian de fengjian zhuan-gyuan jingji » (Équipe d'enquête du Xinjiang, « L'économie domaniale du canton de Xiaheleke, zone d'habitat uygur du Xinjiang, avant les réformes démocratiques »), in *Minzu yanjiu gongzuo de yuejin*, Beijing, Kexue chubanshe, 1958. « Weiwuerzu » (Les Uygurs), in Fan Pu, *Xibei de shaoshu minzu* (Les minorités nationales du nord-ouest), Shanghai, Xin zhishi chubanshe, 1956.

<sup>28</sup> Au Xinjiang, la crainte de voir les « élites traditionnelles » saboter les actions du gouvernement, de par la faible implantation du Parti dans la province, explique le faible pourcentage de terres redistribuées.

système des *khoja* car, à ces terres, étaient rattachés des privilèges, des titres et des droits sur des serfs, qui furent transmis aux descendants de ce théologien suivant la pratique d'une stricte endogamie existant encore en 1949. Comme les membres de la haute hiérarchie du corps religieux étaient le plus souvent recrutés au sein de ce groupe des *khoja*, les propriétaires terriens et les responsables des institutions islamiques tissaient un réseau étroit de relations à l'échelle de l'ensemble des régions d'habitat uygur.

Cette société extrêmement inégalitaire et hiérarchisée<sup>29</sup> avait connu depuis le début du XXe siècle une évolution socio-politique notable, rarement prise en compte par l'historiographie communiste chinoise. Sous l'influence d'événements survenus en Asie Centrale russe, puis soviétique et en Turquie dans les années 1920, les tensions internes au système uygur avaient donné lieu à des mouvements de contestation qui s'exprimèrent surtout à la faveur d'affrontements avec les autorités chinoises. À deux reprises, des régimes républicains avaient été fondés, en 1934 et en 1944, mais leur durée d'existence fut toujours courte. À la faveur de ces mouvements, des coalitions multi-ethniques s'étaient formées, particulièrement entre Uygurs et Kazakh.

L'intervention du nouveau régime à partir de 1949 prit plusieurs formes que nous résumerons.

Suivant la ligne appliquée dans l'ensemble de la Chine, un fort mouvement d'industrialisation fut lancé, financé largement par des subsides du gouvernement central. De 1950 à 1957, 2522 millions de *yuan* furent investis, dont 1630 provinrent de Pékin<sup>30</sup>. Gisements houillers, pétrolifères, miniers furent prospectés et exploités, des voies ferrées tracées vers Pékin et Lanzhou, de vastes travaux d'ouverture de terres et d'irrigation réalisés par l'Armée Populaire de Libération (A.P.L.) en vue de la création de fermes d'État, des manufactures permettant la transformation des produits agricoles fondées (minoteries, huileries, filatures) et le réseau routier amélioré (5 000 km de routes construits par l'A.P.L. entre 1950 et 1954). Une des activités majeures des agriculteurs et des pasteurs de la province, l'artisanat, fut encouragée et les produits obtenus dirigés vers la Chine han.

Dans le secteur agricole et en région uygure, le Parti exigea dès 1950 la réduction des différentes formes de corvée et des taux d'intérêts pratiqués par les *khoja*. La campagne, amplement appuyée par les serfs, fut un succès et s'étendit à l'ensemble des 58 comtés peuplés d'Uygurs. En 1952, la réforme agraire fut amorcée et 7 300 000 acres de terres cultivées confisqués à 4 600 *khoja* et redistribués à plus de 2 millions de serfs et paysans pauvres. La superficie des lots attribués fut d'environ 1,5 hectare<sup>31</sup>. Mais suivant la

<sup>29</sup> Du fait de la pratique par les populations locales de la religion bouddhique à une époque précédant celle de l'implantation de l'Islam au Xinjiang, de nombreuses formes d'interdits existaient dans les relations entre *khoja* et serfs ou paysans libres, rendant cette société encore plus inégalitaire.

<sup>30</sup> *Renmin Ribao* (Quotidien du Peuple), 26 décembre 1957.

<sup>31</sup> *Weiwuerzu*, p. 87.



politique dite du Front Uni, qui signifiait l'alliance avec les éléments progressistes et prêts à s'amender des classes dirigeantes d'avant 1949, l'ensemble des domaines ne fut pas confisqué. Le furent seulement les parties allouées en usufruit aux serfs et une portion de celles gérées directement par les *khoja*, au travers de leurs intendants. D'autre part, la majorité des terres des communautés religieuses fut exemptée de l'application de la réforme agraire qui, comme nous pouvons le constater, créa une nouvelle stratification au sein de la population agraire uygure. Apparurent propriétaires aisés, moyens, pauvres et nous ne pouvons que supposer qu'une main-d'œuvre agricole salariée apparut sur les portions des grands domaines non confisquées.

Alors que se déroulait la réforme agraire entre 1952 et 1953, le processus de coopération prit place, à la faveur duquel plusieurs familles furent encouragées à former des équipes d'entraide afin de réaliser les travaux en groupes plus larges et de partager outils et instruments de travail. En 1954, les premières coopératives dites d'échelon inférieur furent formées; on en compta 8 000 en 1955<sup>32</sup>. Au sein de ces unités de travail organisées à l'instigation du Parti, la propriété individuelle des terres et des instruments de production était maintenue et les paysans, détenant le droit d'y adhérer ou non, se virent rémunérés selon le nombre d'outils et la superficie de terres délégués. À partir de 1957, les coopératives d'échelon supérieur furent introduites. Dans ces unités, les paysans devaient investir l'ensemble de leurs moyens de production et étaient rétribués selon le travail fourni. La gestion de ces coopératives demeurait aux mains des paysans en dépit d'un élargissement de la taille de ces nouvelles unités. La prochaine étape planifiée par le Parti fut la réorganisation de ces coopératives en communes populaires durant l'hiver 1958 et le début de 1959. Ces unités étaient plus larges en superficie et en nombre de membres et, fait majeur, se trouvaient être gérées par un corps d'administrateurs élus sous l'égide du Parti. Ces nouveaux cadres souvent issus de la couche des paysans pauvres devaient, de plus, assurer la gestion administrative de la région ouverte par une commune. Alors qu'étaient cumulés, aux mains d'un corps de responsables ne participant plus au travail manuel, pouvoirs économique et administratif, la paysannerie aisée ou moyenne créée par la réforme agraire était annihilée. De fait le salariat était introduit suivant un système de rémunération basé sur le temps de travail et la nature des tâches. On compta 451 communes à la fin de 1958 qui se trouvèrent majoritairement en zone uygure, les pasteurs nomades ayant été exemptés, de la réforme agraire et de la collectivisation.

Cette action dans le secteur agricole fut soutenue par celle de l'A.P.L. (particulièrement par les corps dits de production). L'armée ouvrit de

<sup>32</sup> *New China News Agency*, Urumqi, 31 janvier 1956. Ce chiffre peut être déduit de précision apportées par Ulanfu dans un discours délivré en novembre 1955. Le chiffre total de coopératives était de 10 286 à l'échelle de la province du Xinjiang. Huit existaient en zone pastorale, 907 avaient été constituées en zone mongole, 923 autres en zone de peuplement mixte, mongole-han, et 37 en zone han-mongole-mandchoue.

nouvelles terres distribuées aux paysans, prodigua conseils techniques, semences et nouvelles machineries, construisit des stations hydro-électriques locales et étendit le réseau d'irrigation. Ces interventions, la transformation progressive des rapports de production permettant un élargissement des unités agricoles et l'organisation des transports et de la commercialisation, entraînèrent une hausse notable de la production, les récoltes de céréales triplant par exemple.

Le déploiement industriel et agricole réalisé exigea une importante main-d'œuvre qualifiée et la multiplication des cadres politiques et administratifs. L'ensemble des ouvriers qualifiés, inexistant avant 1949, provint de la Chine han et le nombre d'ouvriers issus des minorités s'accrut lentement. Ils étaient 80 000 en 1957<sup>33</sup>, à la fin du premier plan quinquennal provenant majoritairement des ethnies urbanisées de la province, au nombre desquelles ne se trouvait pas le groupe uygur. La population ouvrière se chiffrait alors à plus de 400 000 personnes dans la province.

En 1952, le pourcentage des cadres issus des nationalités représentait 68,2% de l'ensemble de ceux exerçant au Xinjiang. Il déclina peu à peu entre cette date et 1961 pour passer à 50%. En termes numériques, on compta au total 44 700 cadres en 1952 et 223 000 en 1961<sup>34</sup> dans toute la province. Les chiffres par ethnie n'existent pas mais nous savons que la majorité de ces cadres fut uygure. Comment expliquer ce déclin alors qu'une croissance aurait été attendue vu le projet du gouvernement et la fondation des zones autonomes dès 1953 ? À cette date, les premiers cantons autonomes (*xiang*), unités administratives abolies par la Constitution de 1954, furent constitués en zone mongole, tadjik, kazakh et kirghiz. En 1954, les élections au niveau des comtés et districts dessinés par les autorités centrales furent tenues et suivant le processus d'élection par palier, (comté, district, région), l'Assemblée du Peuple régionale élue à son tour en 1955, date de fondation de la Région Autonome Uygure.

Le déclin mentionné s'expliqua par l'arrivée massive de cadres han. Faute d'implantation du Parti au Xinjiang avant 1949, le Parti dut, durant les premières années du régime, reconnaître comme cadre toute personne montrant un enthousiasme pour les affaires publiques, détenant une « bonne » origine de classe<sup>35</sup> et des liens avec la population locale. Ces cadres furent essentiellement recrutés au sein de la population paysanne durant les campagnes de réduction des rentes, d'identification des *khoja* réactionnaires et lors de l'application de la réforme agraire. Ces cadres durent remplir des tâches à la fois techniques et politiques et faute de formation, leur efficacité laissa souvent à désirer aux yeux du Parti. Des écoles professionnelles et d'enseignement technique furent ouvertes à partir de 1953 ainsi que des centres de formation de cadres politiques dans la capitale (Urumqi) et les

<sup>33</sup> J.P. Lo, « Five Years of the Sinkiang-Uighur Autonomous Region », *The China Quarterly* no 8, 1961.

<sup>34</sup> Li Fuxiang, 1973: 219.

<sup>35</sup> Soit l'appartenance aux catégories de paysans pauvres et moyens pauvres.

villes des districts en 1955<sup>36</sup>, mais en attendant les effets de ces mesures, le Parti préféra déléguer de ses membres han au Xinjiang. Il en fut de même des agences gouvernementales centrales. La population han passa ainsi de 6% en 1949 à 14% en 1959.

L'examen des chiffres n'est pas concluant cependant; il faut encore s'attacher à celui des postes occupés par les cadres han ou natifs. À quel palier de gouvernement se retrouvèrent les quelque 110 000 cadres natifs formés entre 1950 et 1961, à raison environ de 9 000 par an<sup>37</sup> ? Au niveau de la plus petite unité administrative abolie en 1954 mais correspondant en fait à une commune populaire à partir de 1958, le canton, l'ensemble des cadres fut d'origine locale entre 1950 et 1961<sup>38</sup>. À l'échelle des comtés autonomes, 85% des membres des Conseils du peuple étaient des non-Han en 1961 contre 68% environ en 1952<sup>39</sup>. La promotion des cadres locaux fut donc une réalité incontestable mais un fait souvent rapporté par la suite n'est pas mis à jour par les statistiques.

Alors que des non-Han constituaient la majorité d'une Assemblée ou d'un Conseil du peuple locaux, un cadre han, le plus souvent membre du Parti, détenait le poste de vice-président ou de secrétaire et, du fait de son expérience et de sa formation, jouait un rôle prépondérant. Ce fait peut être vérifié à la lecture de la composition des Conseils du Peuple à tous les échelons. Il est rendu encore plus évident lorsqu'à la suite de l'adoption de la Constitution en 1954, tout poste au sein d'un gouvernement autonome dut être soumis à élection et que le Comité permanent de l'Assemblée Nationale Populaire adopta le texte suivant, le 8 novembre 1955 :

Les vice-présidents des conseils du peuple dans les régions autonomes, les députés-chefs des conseils de districts et comtés autonomes et les membres de ces conseils peuvent ne pas être choisis au nombre des membres des Congrès du peuple (locaux) afin de rendre la procédure administrative plus aisée<sup>40</sup>.

La signification de ce règlement est claire. D'où pouvaient provenir les postulants à ces postes s'ils n'étaient pas élus comme l'exigeait la Constitution, sinon des rangs du Parti ? Mais la situation fut plus complexe car cette préférence accordée aux membres du Parti ne correspondit pas forcément au fil des années 1950 à une présence accordée aux Han.

Les campagnes de recrutement du Parti lancées dès le début de 1950 portèrent en effet leurs fruits. La croissance des effectifs suivit de près la progression de la collectivisation du secteur agricole. Entre 1950 et 1953, 4 873 nouveaux membres furent admis, dont 76% provinrent des nationalités et 14% de la population han établie dans la province. Ce nombre repré-

36 *Renmin Ribao*, 23 mai 1964.

37 Li Fuxiang 1973: 219-220.

38 *Idem*: 220.

39 *Idem*: 221-222.

40 *Idem*: 224.

sentait 0,12% de la population du Xinjiang<sup>41</sup>. Durant la même période, 443 des 1819 cantons ruraux se virent dotés de sections du Parti<sup>42</sup>. Une nouvelle campagne fut amorcée en 1954 dans les cantons ayant connu la réforme agraire (uygurs et mongols) et dans quelques autres habités de pasteurs nomades, puis d'autres entre 1956 et 1958. Les résultats de ces campagnes apparaissent dans le tableau suivant :

### Effectifs du Parti au Xinjiang

	1953	1956	1958	1960
Han	-	34 646 <sup>43</sup>	-	-
Non-Han	4 000 <sup>41</sup>	27 833 <sup>43</sup>	50 000 <sup>44</sup>	87 000 <sup>45</sup>
Uygurs	-	-	-	60 000 <sup>45</sup>
Kazakhs	-	-	-	9 000 <sup>45</sup>
<b>Total</b>	-	<b>62 479<sup>43</sup></b>	-	<b>176 970<sup>45</sup></b>

Si nous rapprochons ce nombre de quelque 87 000 non-Han adhérant au Parti en 1960 de celui des cadres de même origine exerçant la même année, soit 100 000 environ, il peut être envisagé que la quasi-totalité des cadres administratifs non-han participaient directement aux activités du Parti. Ils devaient donc occuper les postes cités dans le règlement émis par le Comité permanent de l'Assemblée Nationale Populaire en 1955. Il faut en effet savoir que le terme cadre (*ganbu*) désigne à la fois les cadres politiques, administratifs et la main-d'œuvre hautement qualifiée (enseignants, médecins, techniciens). Mais cette dernière existait en nombre restreint au sein des groupes non-han du Xinjiang à la fin des années 1950. L'hypothèse envisagée est confirmée par deux faits connus. 63% des nouveaux inscrits au Parti durant 1953 se trouvèrent élus dans les assemblées des cantons autonomes fondés la même année et 80% des personnes recrutées en milieu

41 « Xinjiang si nian lai de jiangang gongzuo » (Travail de consolidation du Parti durant les quatre dernières années au Xinjiang), *Xinjiang Ribao*, 1er juillet 1954: 3.

42 Li Fuxiang 1973: 207.

43 « A Speech of Wang Enmao », *Zhongguo gongchandang di ba si quan guo daibiao da hui wen xian* (Documents : The Eight National Congress of the Communist Party of China), Beijing, Renmin chubanshe, 1957: 592.

44 Li Fuxiang 1973: 208.

45 « Jinian qiyi jiaqiang dui dangyuan de gondang zuyi jiaoyu » (L'éducation communiste des membres du Parti doit être consolidée en souvenir du 1er juillet), *Xinjiang Ribao*, 1er juillet 1960: 1.

rural devinrent directeurs de communes populaires ou chefs de brigades entre 1958 et 1959<sup>46</sup>. Un chiffre précédemment cité nous indiquait que l'ensemble des cadres exerçant à cet échelon inférieur (canton) était d'origine nationalitaire.

Si les cadres issus des nationalités et membres du Parti constituaient la majorité des responsables administratifs des gouvernements autonomes instaurés à l'échelon des cantons et des comtés, qu'en fut-il aux échelons supérieurs des districts et de la région ? Les chiffres à ce propos nous manquent mais nous connaissons par contre la participation des non-Han aux comités du Parti constitués à ces deux échelons. Les responsables politiques et les administrateurs de deux plus hautes instances de gouvernement provenaient de ces organisations de base du Parti où la proportion des non-Han ne dépassa jamais 42%<sup>47</sup>. Ce pourcentage parle de lui-même. La Politique des Nationalités engendrait une nativisation des cadres aux échelons inférieurs de gouvernement et la collectivisation, une multiplication de ces derniers. Il faut cependant noter que la proportion des personnes inscrites au Parti en 1961 était minime au sein de la population uygure : 60 000 membres pour plus de 3 500 000 individus.

Le clivage qui apparut de 1949 à 1960 entre un monde rural uygur dirigé par des membres du Parti de même origine et une élite politique majoritairement han contrôlant les centres urbains et le monde industriel se trouva exprimé et renforcé par la politique culturelle de respect des cultures locales.

La liberté religieuse fut garantie, les mosquées demeurèrent ouvertes et les responsables de leur entretien, les *ahong*, rémunérés par les gouvernements locaux. Les *iman* et les *mullah* continuèrent d'exercer leurs activités, bien que le corps religieux ait perdu certaines de ses prérogatives telles que le contrôle des écoles et des tribunaux. Films, livres, émissions de radio en langues locales furent produits en grand nombre, quelque 35 700 000 exemplaires de livres furent publiés entre 1951 et 1961<sup>48</sup>. Certes, nombre de ces publications et productions dites culturelles furent des traductions de textes politiques ou utilisèrent des thèmes « fovorisant le combat révolutionnaire, la cause du socialisme et l'unification de la mère-patrie... »<sup>49</sup>. Les langues des minorités devinrent langues d'enseignement et de communication dans les instances des gouvernements locaux. Mais la présence de treize groupes ethniques au Xinjiang et la prépondérance politique accordée aux Han firent que le mandarin demeura langue officielle dans les organes dirigeants établis dans la capitale et les centres urbains.

46 « Xinjiang si nian lai de jiangang gongzuo » (Travail de consolidation du Parti durant les quatre dernières années au Xinjiang), *Xinjiang Ribao*, 1er juillet 1960: 1.

47 Zhang Fengji, « Zai dang de peiyang jiaoyu xia Xinjiang ge minzu ganbu xunsu zhangcheng », (Les cadres des minorités nationales du Xinjiang se sont rapidement développés grâce à l'éducation par le Parti), *Minzu tuanjie*, Beijing No 7, 1961: 23.

48 *Renmin Ribao*, 1er février 1962: 4.

49 Li Fuxiang 1973: 260. Traduction d'un article de *Minzu tuanjie* No 1, 1963: 9-11.

D'autre part, les coutumes des Uygurs purent être maintenues telles que les usages alimentaires, vestimentaires, les pratiques de mariage, la forme de l'habitat. Nombre d'entre elles furent d'ailleurs enregistrées comme des items folkloriques et vinrent décorer les musées d'histoire ou dits des nationalités (instruments musicaux, techniques artisanales de production, vêtements, objets domestiques).

À partir de 1957, cette politique de respect des usages locaux connut une volte-face. L'attaque la plus violente concerna les langues. La langue écrite des Musulmans du Xinjiang perdit son statut de langue d'enseignement dans les institutions d'enseignement supérieur et fut remplacée par le mandarin. Tout étudiant dut alors passer un an d'apprentissage intensif du chinois avant d'être admis dans un collège, par exemple. Progressivement, entre 1959 et 1960, cette même langue fut introduite comme langue d'enseignement dans les institutions primaires et secondaires, souvent d'ailleurs sans résultat faute de personnel qualifié. Mais le geste le plus radical fut posé par le gouvernement central en 1958 au travers de Zhou Enlai qui proposa une latinisation de la langue han, appelée à devenir la langue de la plupart des groupes ethniques du Xinjiang que tout cadre était désormais censé connaître. Les usages uygurs se trouvèrent à nouveau qualifiés d'archaïsmes et d'entraves au progrès. Les héros historiques du groupe tels que Yakub beg perdirent leur auréole et furent désignés comme éléments réactionnaires.

Suivant le même mouvement, la thèse de la disparition inévitable des particularismes culturels fut réaffirmée avec vigueur et de nombreux responsables uygurs émirent des jugements tels que celui-ci :

Sur le sujet de la fusion interethnique, je suis convaincu que les nationalités minoritaires doivent être absorbées dans le cadre culturel de la nationalité majoritaire (les Han). Toutes les minorités du pays doivent apprendre la culture han, suivre les Han et ainsi former une société nationale suivant un long processus de développement historique<sup>50</sup>.

#### ☐ La contestation nationalitaire

Le rappel de la thèse de l'assimilation progressive des non-Han au sein de la nouvelle société socialiste et les mesures qui l'accompagnèrent à partir de 1957 suscitèrent des remous au Xinjiang. De fait, la mise en cause des interventions du gouvernement central avait commencé en 1955. Les accusations portées contre Pékin furent celles d'exploitation économique de la province, de tentative d'assimilation culturelle et de mainmise du Parti sur les postes décisionnels. Elles furent lancées par des cadres d'origine locale, éduqués et insérés dans les instances gouvernementales, au travers d'articles publiés dans les journaux locaux.

<sup>50</sup> *Xinjiang Ribao*, 21 mars 1960: 1.

Cette contestation s'amplifia à la faveur de la Campagne des Cent Fleurs lancée en 1956 par le Parti et le gouvernement afin que s'expriment les critiques et commentaires de la population de l'ensemble du pays. Au Xinjiang, furent décrits et condamnés par les Uygurs et d'autres groupes l'élitisme du Parti, son autoritarisme et son mépris des cultures, l'absence de mobilité sociale pour les non-Han. Fait notable, fut rapporté cette année-là un affrontement entre paysans uygurs et soldats han dans le district de Moyu<sup>51</sup>. Un programme politique fut présenté par les contestataires : sécession de la zone d'habitat uygur, formation d'une république autonome comme en URSS, cessation immédiate de toute colonisation de terres et d'immigration han, arrêt de la collectivisation des unités de production, recrutement de cadres uniquement natifs.

Ce programme fut attaqué violemment lors de la Campagne de Rectification venant couper court aux innombrables critiques formulées à la faveur de la Campagne des Cent Fleurs. Le gouvernement et le Parti lancèrent un avertissement formel aux nationalités du pays qui mettaient en cause la primauté de l'État central. Tout nationalisme local fut condamné et un contrôle de la contestation s'ensuivit qui donna lieu au Xinjiang à l'arrestation de 830 personnes et à l'identification de 10 000 personnes soupçonnées d'activités contre-révolutionnaires<sup>52</sup>. Au cours des années 1958-59, la collectivisation continuant et la politique d'assimilation culturelle s'accroissant, les critiques contre le Parti restèrent vives tout comme la réaction des autorités centrales. En 1959, 378 membres de la Ligue Islamique furent arrêtés et plusieurs révoltes apparurent dans la province<sup>53</sup>. Suivant une source certes soviétique<sup>54</sup>, 35 000 personnes furent envoyées dans des camps de rééducation. Une des conséquences de cette répression fut l'amorce d'un exode vers les républiques soviétiques d'Asie centrale : environ 200 000 Uygurs quittèrent le Xinjiang et quelque 50 000 Kazakh les suivirent. Un groupe de contestataires forma à Alma-Ata une Armée de Libération du Turkestan Oriental visant la fondation d'une République Autonome uygure. Saifudin, gouverneur du Xinjiang à l'époque de ces troubles, vint confirmer l'existence de ce mouvement lors d'une déclaration en 1969 accusant Moscou d'une tentative d'annexion de la province<sup>55</sup>.

La contestation nationalitaire, dénommée nationalisme local en Chine, fut expliquée et attaquée par les autorités comme manipulation des masses par les anciennes élites des minorités, dont nombre de membres influents avaient été cooptés dans les organes de gouvernement local (à la faveur de la politique du Front Uni). Mais cette dite manipulation symbolique d'items culturels par d'anciens propriétaires terriens ou responsables religieux menacés par l'introduction des communes et l'extension du pouvoir du Parti ne

<sup>51</sup> *Xinjiang Ribao*, 23 septembre 1956.

<sup>52</sup> Donald McMillen: *Chinese Communist Power and Policy in Xinjiang, 1949-1977*, Boulder, West View Press, 1979: 91.

<sup>53</sup> *Xinjiang Ribao*, 11 mars 1959: 2.

<sup>54</sup> Li Fuxiang, 1973: 367.

<sup>55</sup> *Renmin Ribao*, 9 mars 1969: 1.

fait pas sens. Deux séries de faits soutiennent notre affirmation. D'une part, les attaques des Uygurs et Kazakh furent formulées à l'échelle du pays et par l'ensemble des nationalités dont certaines ne connaissaient avant 1949 aucune forme institutionnalisée de pouvoir. D'autre part, le gouvernement revint sur ses décisions de 1958-1959 : les communes furent en fait démembrées et les unités de production ramenées à l'échelle de brigades de production, le principe du respect des cultures locales à nouveau réaffirmé au travers de textes mentionnant le danger couru par la société nationale chinoise dont l'unité était menacée. Ce recul s'amorça dès 1960 alors que les dits membres des élites musulmanes du Xinjiang avaient été neutralisés. Comme nous l'avons mentionné, certains furent arrêtés, d'autres migrèrent.

Ce recul du gouvernement découle de la résistance opposée au mouvement de collectivisation et de mobilisation massive de la main-d'œuvre (Grand Bond de 1957) par l'ensemble de la paysannerie chinoise, han et non-han, constituée durant la réforme agraire. Celle-ci introduisit une nouvelle dynamique sociale que le Parti entérina tout en se proposant, pour nombre de ses membres influents, de l'éliminer à long terme. Dans la région uygure au Xinjiang, jusqu'à l'annonce de la fondation des communes populaires, la propriété de la terre fut la suivante : les *khoja* détenirent 21% des superficies, les paysans aisés 7%, les paysans moyens et pauvres 54%, le reste appartenant aux communautés religieuses et à d'anciens ouvriers agricoles<sup>56</sup>. En dépit de la formation de coopératives d'échelon supérieur, cette stratification demeura durant les années 1954-56. Cette situation se retrouvait à l'échelle de la Chine tout en suivant des variations régionales conformes aux conditions prévalant avant 1949.

L'implantation autoritaire des communes impliquait deux conséquences : disparition de la propriété individuelle, implantation d'un corps de responsables décidant des affaires administratives et/ou politiques, de l'allocation du surplus et du mode de rémunération. De plus, toute alliance, négociation ou confrontation entre des paysans d'une même unité villageoise était rendue impossible vu la taille de ces unités de production. C'est en ce sens que le corps de responsables des communes, issu des rangs du Parti le plus souvent, devenait le maître de l'ensemble des décisions. Le Parti lança une campagne démontrant qu'une nouvelle lutte de classes se déroulait entre paysans pauvres et paysans moyens et aisés. Il tenta de recruter les nouveaux directeurs de communes et chefs de brigades de production au sein de la couche des paysans pauvres, alimentant les tensions créées par la réforme agraire. Mais, fait certainement problématique mais devant être constaté, il perdit la bataille politique de la collectivisation au point de ne jamais réellement la relancer durant les années suivantes.

Cet échec entraîna la reconnaissance des brigades de production comme unités de production de base même si, dans les textes, l'organisation des campagnes en communes populaires ne fut jamais éliminée jusqu'à une date

<sup>56</sup> McMillen 1979: 133.



très récente (1981). Cette reconnaissance fut une victoire pour les opposants à la collectivisation et surtout à la mainmise du Parti sur tous les organes décisionnels, au sens où des paliers intermédiaires de pouvoir villageois étaient laissés en place, soit les brigades de production. Ce fut une demi-victoire car la propriété individuelle du sol disparut.

Placée dans ce contexte, la question des fondements de la contestation nationalitaire n'est plus celle exclusivement des rapports de force que le gouvernement tenta d'instaurer entre 1957 et 1959. Une explication de ce mouvement d'opposition par le statut inégalitaire des Han et des non-Han au Xinjiang, par la prise de contrôle du développement de la province par Pékin, par la résistance à l'implantation de rapports de production collectivistes ne ferait en fait que reprendre les thèmes des opposants uygurs. Elle ne serait d'autre part pas valide du fait de la formulation de ces mêmes critiques en pays han et dans d'autres régions non-han<sup>57</sup>. L'autre versant de la même logique d'interprétation pose tout autant problème. La contestation des Uygurs pourrait en effet être rapportée à une résistance 'culturelle', tout comme celle des autres nationalités. Mais cette hypothèse soulève des questions :

- Pourquoi les nationalités développèrent-elles un tel attachement à leurs dites cultures ? Faute de cette question, les 'cultures' doivent être définies comme des héritages inaliénables, des données indestructibles, fait à démontrer.
- Pourquoi les Uygurs purent-ils organiser leur contestation, se mobiliser et se placer au nombre des porte-parole les plus articulés de la revendication nationalitaire, présentant au Parti un programme politique alternatif alors qu'un autre groupe, que nous avons étudié<sup>58</sup>, les Miao, n'opposa qu'une forme de résistance passive aux mêmes formes d'intervention du gouvernement (sabotage, baisse de la production, refus de livrer les récoltes) ?

D'autre part, l'ensemble des faits exposés quant aux conflits socio-politique survenus au Xinjiang et en Chine de manière générale entre 1955 et 1960 nous porte à complexifier cette hypothèse en posant la question suivante. Y eut-il enjeu et sens communs de la contestation nationalitaire et de la résistance paysanne han puisque le Parti dut opérer un recul général à l'échelle du pays ?

<sup>57</sup> Nous reconnaissons avoir nous-mêmes développé une telle thèse dans notre premier rapport de recherche publié dans *Cahiers du Centre de l'Asie de l'est* No 2, 1981: 129-228.

<sup>58</sup> Cette étude a donné lieu à un rapport de recherche : La question ethnique en République Populaire de Chine, le cas des agriculteurs miao, 1949-1960: 1-98. Quelques pages de ce rapport seront publiées dans : *Mélanges offerts à Lucien Bernot, Mosaïque sociographique*, Paris, 1984.

## ▣ Identité et conflits culturels en République Populaire de Chine

Pour comprendre comment les Uygurs purent se construire une identité basée sur le critère d'une culture commune, il nous faut retracer la philosophie sociale du P.C.C. et sa conception particulière du changement social.

Cette philosophie sociale s'est constituée en référence à trois héritages : marxiste, soviétique des années 1930 et confucéen. La nouvelle interprétation chinoise du marxisme qui naquit de ces trois legs comprend quatre concepts de base : nature sociale et malléabilité totale de l'humain, centralisme démocratique et ligne de masses<sup>59</sup>.

Marx répudia la thèse libérale occidentale en réfutant le clivage qu'elle instaurait dans sa conception de l'humain entre aptitudes, motivations, talents naturels personnalisés et capacité d'autonomie, de choix et de rationalité permettant d'exprimer ces aptitudes. Selon cette vision, le progrès social reposait sur l'organisation systématique et consensuelle de l'exercice de la liberté de choix rationnel propre à chaque personne, constituée dès lors en individu. De là, découlaient le concept de société démocratique et la construction de la réalité sociale en trois sphères ou instances : le politique assurant par contrat d'individus libres la mise en œuvre des capacités innées, l'économique où s'affrontaient ces capacités toujours divergentes et visant des buts personnels, le privé où étaient produits de manière incontrôlable les attributs individuels. Ce privé, suivant l'histoire de la fondation de chaque société dite démocratique, prend la forme du personnel, du familial et de l'ethnique et suivant l'évolution des savoirs induite par l'affirmation de la rationalité humaine, il put encore prendre la forme de références biologisantes (XIXe siècle) ou psychologisantes (behaviorisme du XXe siècle).

Marx avança contre cette thèse que la présence d'attributs naturels, inaliénables, n'était qu'une rationalisation naturalisante des rapports de pouvoir qui posait comme universels les motivations et besoins de la classe au pouvoir. Là, n'était pas la véritable nature humaine inhérente à chaque individu mais simplement un ensemble de contraintes sociales produisant des différences hiérarchisées de capacités et besoins. Ce faisant, il créa l'idée que l'homme se réalise par le travail et au travers de formes de coopération historiquement situées et organisées en des rapports sociaux inégaux et s'insurgea contre le pessimisme libéral suivant lequel les individus pouvaient certes être éduqués mais non transformés dans leur essence même, à savoir la recherche de la satisfaction de leurs besoins innés. Pour Marx, au contraire, il n'y avait pas de nature statique humaine mais une conception de sa possible transformation permanente. Les idéologues du P.C.C. furent au nombre de ceux qui attachèrent une importance primordiale à ce concept de malléabilité et à l'un de ses corollaires, la capacité d'évolution irrésistible de l'espèce humaine.

<sup>59</sup> Donald J. Munroe : *The Concept of Man in Contemporary China*, University of Michigan Press, Ann Arbor, 1979.

Il fut un autre pendant de la pensée de Marx qui le rattacha toujours à la tradition occidentale, que ces mêmes idéologues oblitérèrent totalement. Marx ne crut jamais à l'inexistence de besoins innés. Il en donna une définition différente de celle proposée par la théorie libérale qui, postulant la nature anti-sociale de l'humain, transformait les besoins en forces égocentriques, centrées sur des satisfactions individuelles et donc plaçant les individus en position de conflit les uns par rapport aux autres<sup>60</sup>. Selon une vision plus sophistiquée du conflit, Marx mit à jour des besoins naturels de sociabilité que nous pouvons imaginer comme s'opposant aux précédents et que la proposition libérale déniait. Ils étaient ceux de reconnaissance sociale non codée, de créativité, d'imagination, de solidarité, qui expliquent l'importance du concept d'aliénation et de fausse conscience. La société communiste non fondée sur des besoins définis par les classes dirigeantes permettrait l'expression de ces besoins non connus des humains eux-mêmes. En ce sens, le communisme visait non pas tant à transformer les humains qu'à créer les conditions d'exercice de leurs besoins de sociabilité. Le P.C.C. ne tint jamais compte de ce versant de la pensée de Marx.

Le P.C.C. affirma quant à lui que l'humain n'était qu'un produit social, ne possédant aucune forme de sentiment, de but, d'intérêt, de capacité, indépendante d'une forme d'organisation sociale. Toute personne détenait une identité sociale définie par son groupe ou classe d'appartenance. La notion d'individualisme centrale à la théorie libérale disparaissait sous l'influence de la tradition confucéenne. Celle-ci définissait l'homme comme être social de nature, fait dont il devait prendre conscience en prenant connaissance des règles sociales, transformées ainsi immédiatement en valeurs<sup>61</sup>. L'idée que l'identité d'une personne se formule en dehors des contraintes d'un groupe ou d'une classe est étrangère à la société chinoise et conçue comme nocive, que ce soit dans la tradition confucéenne ou la tradition communiste. Liu Shaoqi et Mao Zedong s'accordèrent sur ces points :

L'homme a deux essences : l'une est naturelle et comprend sa constitution physique, son intelligence, son état de santé, ses capacités instinctives, et ainsi de suite (par exemple, en médecine, on trouve différents types de constitution physique); l'autre est d'essence sociale et comprend ses états psychologiques et de conscience, ses opinions, ses habitudes, ses demandes et ainsi de suite...

Dans une société de classes, chaque individu appartient à une classe définie ou à une certaine strate de cette classe. L'individu abstrait et indépendant n'existe pas. Se considérer ainsi est un point de vue bourgeois<sup>62</sup>.

<sup>60</sup> De cette interprétation de la nature humaine clivée en irrationalité individualisée non consciente et rationalité intellectuelle, naît la sphère du politique comme lieu du contrat tentant d'assurer une sociabilité.

<sup>61</sup> Munroe 1979: 15-16.

<sup>62</sup> Rapporté par Munroe 1979: 16-17. Le premier texte est de Liu Shaoqi, « Ren de jieji xing » (La nature de classe de l'homme), in *Lun sixiang*, Beijing, 1949: 9. Le second texte est de Mao Zedong, *Chairman Mao Selected Writings*, traduit dans Joint Publications Research Service, United States Department of Commerce No 49826, 12 février 1970: 58.

La nature humaine, l'identité d'une personne et la psychologie ne sont que sociales. Cependant une différence majeure existe entre l'interprétation confucéenne et communiste chinoise. Pour la première, la nature sociale de l'humain est innée, pour la seconde, elle est fait historique.

Une première conséquence pour le sujet qui nous intéresse est la définition de l'identité sociale. Elle n'est en effet pas seulement rapportée à la classe d'appartenance d'une personne, le concept de classe étant trop peu opératoire lorsqu'il s'agit de rendre compte d'habitudes, de coutumes, de croyances, de modes de vie de personnes définies par une même appartenance de classe. Un des théoriciens du Parti, Chen Boda, écrivit en 1941, alors que le concept de *shaoshu minzu* était élaboré afin de donner un statut aux non-Han (Mongols et Hui) du nouveau soviet du Shaanxi :

La personnalité individuelle de tout individu appartenant à une société de classe a une nature définie par cette classe... L'unité de l'origine de classe et de la personnalité est un aspect de la question. Un autre aspect est que, dans de nombreux types de sociétés, il existe une variété (dont le nombre n'est pas uniforme) de conditions, de phénomènes, de types de travail, de modes de vie, de conflits qui fait qu'une personne appartient à des environnements concrets différents, entre en contact avec des modes de vie particuliers (naturels ou sociaux) et s'en trouve influencée. Ainsi les personnes ont des capacités, des intérêts, des caractères dissemblables, certains sont courageux, d'autres faibles... En somme, les diverses sortes de vie sociale déterminent de nombreux types de personnalités humaines<sup>63</sup>.

L'interchangeabilité des notions de nature sociale de l'individu et de personnalité portait le Parti à créer celles de groupe, de mode de vie, de nationalité vue comme communauté socio-culturelle. C'est ce que le Programme d'Autonomie Régionale pour les Nationalités vint mettre en évidence. Les groupes socio-culturels furent reconnus comme tels et cette reconnaissance donna lieu à l'inscription de leur définition en termes territoriaux et administratifs, vu la spatialisation des groupes les plus nombreux.

Une personne étant définie par son origine, groupe et classe, elle ne put être représentée dans la sphère politique, économique et administrative comme un individu, comme un citoyen suivant la théorie libérale. Elle fut représentée comme membre d'un groupe et l'appartenance de groupe devint le critère du mode de présence au sein des organes de gouvernement. L'Assemblée Nationale Populaire ne fut pas constituée à partir d'une représentation proportionnelle de citoyens réunis en partis mais selon l'origine sociale des personnes : ouvriers, travailleurs intellectuels, minorités, femmes, Chinois d'Outre-Mer, paysans<sup>64</sup>. Suivant le principe de la dictature du prolétariat, les ouvriers furent sur-représentés en 1949, de même que les nationalités. Comme groupe démographiquement peu important (6% de la population en 1949), ces dernières risquaient d'obtenir une représentation trop minime

<sup>63</sup> Chen Boda : *Renxing, dangxing, gexing* (Nature humaine, nature de Parti, nature individuelle), Hong Kong, Chaoxi she, 1947: 5, cité par Munroe 1979: 22-23.

<sup>64</sup> Les femmes apparurent comme constituant un groupe particulier (forme d'exploitation et mode de vie).

par rapport au territoire qu'elles occupaient (plus de 50%) et donc par rapport à leur place dans la nouvelle société nationale.

Cette reconnaissance en termes de groupe créa pour les non-Han une nouvelle dynamique à l'origine de leur possible contestation des interventions du gouvernement suivant un mode d'organisation ethnique. Les allégeances communautaires d'avant 1949 se trouvaient réaffirmées par le système de l'autonomie régionale qui dessina les zones autonomes en fonction de l'implantation territoriale des groupes non-han. Tous les comtés et districts créés en 1954 au Xinjiang comprirent au moins sept groupes et dans six d'entre eux, l'ethnie à laquelle fut octroyé le contrôle du gouvernement local, ne représenta pas plus de 37% de la population. Seuls les Kazakh et les Tadjik furent majoritaires démographiquement dans leurs zones (district kazakh d'Ili, comté tadjik du sud-ouest de la province). Mais les Kazakh qui constituaient 10% de la population provinciale eurent juridiction première sur 24% du territoire du Xinjiang.

Cette politique du gouvernement ne put qu'aligner les conflits et négociations entre groupes non-han suivant des critères tels que les modes de vie. Il pourrait être objecté que cet effet était inévitable vu la diversité socio-culturelle du Xinjiang. Cependant, raisonnant par l'absurde, nous pouvons avancer qu'un système basé sur un mode de représentation proportionnelle des individus aurait créé une dynamique différente et rendu les clivages socio-économiques plus opératoires. Un exemple illustrera la situation mise en place. Le gouvernement d'un district kazakh, ayant sous sa tutelle un comté mongol, prend une décision. Le groupe mongol se verra obligé à plus ou moins longue échéance d'entériner cette décision mais le gouvernement de la région attribuée aux Uygurs peut à son tour la refuser ou l'accepter. Suivant quel mode se dérouleront les confrontations ou alliances avant que cette décision soit transmise à Pékin pour enregistrement ? Si la question concerne l'ouverture d'écoles musulmanes ou un développement économique aux pasteurs musulmans, les deux groupes d'obédience islamique peuvent s'entendre et les fonds être débloqués. Si des postes sont ouverts dans les agences d'un gouvernement local, l'ethnie en charge de ce dernier jouira d'une priorité à l'emploi et la mobilité sociale des autres groupes sera bloquée<sup>65</sup>. Les lignes de regroupement induites par la Politique des Nationalités suivaient des critères culturels et non socio-économiques.

Une autre dynamique que nous pouvons supposer mais non évaluer faute de données statistiques renforça peut-être les clivages ethniques et en créa même de nouveaux. Des mesures concernant le développement économique du Xinjiang purent favoriser certains groupes ou strates socio-économiques au sein de ces derniers. Nous pensons à des décisions telles que celles relatives à l'allocation prioritaire de ressources (investissements, marchés) à certaines cultures, activités pastorales et/ou artisanales.

<sup>65</sup> Nous pouvons ainsi comprendre la volonté de Pékin d'allouer des régions de juridiction à des groupes peu importants démographiquement comme les Mongols et Hui au Xinjiang. Ainsi étaient-ils au moins assurés d'un contrôle politique et d'une mobilité sociale dans ces zones.

Le maintien des allégeances communautaires, le respect des cultures locales qui l'accompagnait, rendaient les pratiques particulières des non-Han opérantes en dépit de l'affirmation du Parti que ces archaïsmes étaient voués à disparaître. Cette affirmation paraissait donc problématique et non fondée, tel est le sens implicite de la contestation des Uygurs entre 1955 et 1960.

Pour reconstruire ce sens et en comprendre le caractère subversif, il nous faut définir les deux autres concepts de la pensée marxiste chinoise, le centralisme démocratique et la ligne de masse. Les items et usages culturels furent définis par le Parti comme le fruit de l'ignorance et de mauvaises habitudes contractées au sein de systèmes sociaux réactionnaires. La transformation de la société chinoise les condamnait à s'effriter et à devenir non significatifs. Il nous faut revenir sur cette doctrine et savoir comment, selon le Parti, cette ignorance se constitua et pouvait être éliminée.

La théorie de l'action et de la connaissance qui fonda la fonction de l'État chinois et l'importance cruciale qu'il accorda à l'éducation, reposa sur quelques postulats admirablement décrits par Donald J. Munroe<sup>66</sup>. Suivant une logique souvent étrangère aux cultures occidentales, pour les idéologues du P.C.C., toute motivation à agir relevait d'un savoir et non d'une volonté, d'un sentiment. Ce savoir était acquis au travers de pratiques concrètes visant la transformation d'un environnement matériel par des actes de production, des luttes politiques et des expérimentations scientifiques. Mais ce savoir n'était jamais systématique et pouvait même être déformé selon des prismes socialement, rationnellement et consciemment produits. L'obligation et la fonction de l'État devenaient celles de créer de nouvelles pratiques, d'en systématiser la connaissance et de la retransmettre aux membres de la société ainsi rendus capables de changer leurs conditions de vie. Le principe du centralisme naquit de cette nécessité de systématiser les idées vagues des individus dont l'ensemble fut dénommé les masses sans distinction de classes. En effet, les membres d'une ancienne classe dirigeante pouvaient, de par l'absence de la notion de libre choix et de volonté, comprendre les idées reconstituées par le Parti et les faire siennes. Le principe de démocratie, base du régime, conduisit d'autre part l'État à assumer cette fonction de théorisation et d'éducation selon un mouvement incessant de retour aux masses :

Lors de tout travail pratique de notre Parti, un leadership correct est nécessairement celui venant des masses et allant aux masses. Ceci signifie : prendre les idées des masses (inordonnées et non systématiques) et les concentrer (l'étude les rend claires et systématiques), puis aller aux masses, propager et expliquer ces idées jusqu'à ce qu'elles les admettent comme siennes et les traduisent en actions, prouvant ainsi leur validité... Telle est la théorie Marxiste de la connaissance<sup>67</sup>.

<sup>66</sup> Munroe 1979, Chapitres 1 et 2.

<sup>67</sup> Mao Zedong : « Some Questions Concerning Methods of Leadership », *Mao Zedong xuanji*, Beijing, Renmin chubanshe, 1964, Vol. 3: 119. Le texte est de 1943.

La première phase du travail du Parti consistait à se mêler aux masses afin de connaître leur situation concrète, leurs intérêts et leurs idées. La seconde phase en était une de réflexion sur la base des concepts marxistes et menait à la conception de politiques. La troisième phase visait la divulgation et l'application de ces politiques au travers de campagnes éducatives. L'éducation et la transformation des mentalités s'avéraient tout autant fondamentales pour le changement social que l'implantation de nouveaux rapports de production suivant une ligne toujours avancée par le P.C.C., à savoir que la superstructure peut agir sur la base économique. Tel fut le fondement de la campagne lancée en 1957 à l'occasion du Grand Bond en avant qui devait rompre les allégeances villageoises, familiales des Han, celles communautaires et tribales des non-Han. Le Parti pensait en effet venir mettre à jour les idées et les intérêts des masses qu'il avait observés entre 1949 et 1957 : nécessité d'élargir les unités de production, d'améliorer les infrastructures et de hausser la productivité. Il en fut de même lors de la campagne de création des communes populaires qui devait concrétiser les changements de mentalité survenus lors du Grand Bond.

Il était attendu que les masses opposeraient toujours une certaine résistance aux idées formulées par le Parti. Le travail de systématisation des idées vagues des masses par ce dernier les rendait parfois difficiles à comprendre et reconnaître, d'où la nécessité des campagnes éducatives. Mais, lorsqu'une fois ces campagnes menées, les masses ne faisaient toujours pas siens les mots d'ordre du Parti, un problème politique était créé, celui de la légitimité des interventions de l'État.

Nous pouvons maintenant mieux comprendre pourquoi le Parti et l'État durent reculer en 1959-60 et admettre le caractère erroné de leurs thèses sur la nécessité des communes populaires et de l'assimilation des non-Han. Le sens implicite de la contestation des Uygurs, des autres nationalités et de la paysannerie han n'était que celui d'un questionnement radical de la légitimité du Parti, de l'État et de la bureaucratie qui tentaient de prendre le contrôle des organes décisionnels locaux, régionaux et centraux et donc de dépasser les objectifs que se donnait la population des producteurs, dénommée « les masses ».

Si les Uygurs se trouvèrent particulièrement bien placés pour argumenter avec les idéologues du Parti les condamnant comme éléments nocifs et réactionnaires, ce fut parce qu'ils disposèrent de deux atouts majeurs pour se mobiliser, c'est-à-dire pour organiser leur contestation :

- ils connaissaient en 1949 une organisation sociale centralisée et territorialisée que la Politique des Nationalités ne réduisit pas totalement (à la différence des Miao et des Han),
- ils adhéraient à une idéologie religieuse qui, en dépit des dires du Parti, véhiculait une philosophie sociale et une référence aux concepts d'égalité et d'universalité, ce qui leur permit de présenter un programme politique alternatif.

## BIBLIOGRAPHIE

## ANONYME

1957 *Zhongguo gongchangdang di ba si quan guo daibiao da hui wen xian*. Beijing: Renmin chubanshe.

## BERGÈRE M.C.

1968 *La bourgeoisie chinoise et la révolution de 1911*. Paris: Mouton.

## CHEN B.

1947 *Renxing, dangxing, gexing*. Hong Kong: Chaoxi she.

## FAN PU

1956 *Xibei de shaoshu minzu*. Shanghai: Xin zhishi chubanshe.

## FEI X.

1981 « L'identification ethnique en Chine », *Cahiers du Centre d'études de l'Asie de l'Est* 2: 15-29.

## HELLY D.

1981 « Le Parti Communiste Chinois et la question ethnique : le cas du Xinjiang, 1920-1959 », *Cahiers du Centre d'Études de l'Asie de l'Est* 2: 129-228.

1984 « Les Uygurs du Xinjiang », *Revue Française d'Études Chinoises* 3, à paraître.

1984 « La communauté miao du Giuzhou : 1949-1960 », *La mosaïque sociographique*. Paris, à paraître.

## LARY D.

1974 *Region and Nation, the Kwangsi Clique in Chinese Politics, 1927-1937*. Londres: Cambridge University Press.

## LI F.

1973 *The Turkic-Moslem Problem in Sinkiang: A Case Study of the Chinese Communists' Nationalities Policy*. Thèse de Doctorat, State University of New Jersey.

## LIU S.

1949 « Ren de jieji xing », in *Lun Sixiang*. Beijing.

1953 « Speech at the National Conference on United Front Work », *Survey of China Mainland Magazine* No 645.

## LO J.P.

1961 « Five Years of the Sinkiang-Uighur Autonomous Region », *The China Quarterly*, 8.

## MAO Z.

1964 *Mao Zedong xuanji*. Beijing: Renmin chubanshe.

1970 *Chairman Mao Selected Writings*. Joint Publications Research Service, United States Department of Commerce No 49826.

## MCMILLEN D.

1979 *Chinese Communist Power and Policy in Xinjiang, 1949-1977*. Boulder: West View Press.

## MUNROE D.

1979 *The Concept of Man in Contemporary China*. Ann Arbor: Michigan University Press.



NEW CHINA NEWS AGENCY  
1956 31 janvier, Urumqi.

RENMIN RIBAO (Quotidien du Peuple)  
26 décembre 1957, 11 mars 1959, 1er août 1960, 1er février 1962, 23 mai  
1964, 9 mars 1969. Beijing.

SNOW E.  
1938 *Red Star Over China*. New York: Grove Press.

WALES N.  
1952 *Red Dust*. Stanford: Stanford University Press.

WILBUR C.  
1960 *The Communist Movement in China*. New York: Columbia University Press.

XINJIANG DIAOCHA ZU  
1958 « Xinjiang Weiwuerzu Xiaheleke xiang minzhu gaige yiqian de fengjian  
zhuangyuan jingji », in *Minzu yanjiu gongzuo de yuejin*. Beijing: Kexue  
chubanshe.

XINJIANG RIBAO (Quotidien du Xinjiang)  
1er juillet 1954, 21 mars 1960, 23 septembre 1956.

ZHANG F.  
1961 « Zai dang de peiyang jiaoyu xia Xinjiang ge minzu ganbu xunsu zhang-  
cheng », *Minzu Tuanjie* 7.

ZHUN Y.  
1924 « À propos de la politique coloniale proposée par le Shi shi xin bao », *Xiang  
Dao*, Vol. 2 (57). Shanghai.